

Unité inter-départementale Tarn-Aveyron  
Cellule carrières – mines et après-mines  
Centre administratif  
ZAC de Bourran – 9 rue de Bruxelles  
12000 RODEZ

Rodez, le 18/09/2023

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 14/09/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **TOURETTE Philippe**

La Calquière  
12310 Gaillac-d'Aveyron

Références : 12-CARMIN-2023-50  
Code AIOT : 0006800079

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 14/09/2023 dans l'établissement TOURETTE Philippe implanté Mézerac 12310 Gaillac-d'Aveyron. L'inspection a été annoncée le 04/09/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- TOURETTE Philippe
- Mézerac 12310 Gaillac-d'Aveyron
- Code AIOT : 0006800079
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La carrière à ciel ouvert de calcaire sur le territoire de Gaillac-d'Aveyron est autorisée par arrêté préfectoral n°2004-098-2 du 7 avril 2004 pour une durée de 30 ans, avec une production maximale autorisée à 150t par an.

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Conduite de l'exploitation	Arrêté Préfectoral du 07/04/2004, article 13.4.2	/	Mise en demeure, respect de prescription	6 mois
2	Conduite de l'exploitation	Arrêté Préfectoral du 07/04/2004, article 13.4.3	/	Mise en demeure, respect de prescription	6 mois
3	Conduite de l'exploitation	Arrêté Préfectoral du 07/04/2004, article 13.4.4	/	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
4	Registres et plans	Arrêté Préfectoral du 07/04/2004, article 21	/	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
5	Prévention des pollutions ou nuisances	Arrêté Préfectoral du 07/04/2005, article 22	/	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois
6	Prévention des pollutions ou nuisances	Arrêté Préfectoral du 07/04/2004, article 23.1.1	/	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois
8	Conception et aménagement de l'installation	Arrêté Préfectoral du 07/04/2004, article 24.8.3	/	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois
9	Situation administrative	Arrêté Préfectoral du 07/04/2004, article 26.1	/	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
7	Prévention des pollutions ou nuisances	Arrêté Préfectoral du 07/04/2004, article 23.3	/	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a relevé des écarts et des observations par rapport à la réglementation. Des corrections sont nécessaires.

Il est à noter que l'exploitation relève également de la rubrique 2524 (ateliers de taillage, sciage et polissage de minéraux naturels ou artificiels) soumise à déclaration.

La carrière est inactive depuis fin juillet 2023, les 2 « scies à pierres » sont en panne, l'exploitant est dans l'attente des pièces de rechange, et l'armoire électrique dédiée aux installations est en cours de réparation.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Conduite de l'exploitation

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 07/04/2004, article 13.4.2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Moyens de secours et d'incendie
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitation sera réalisée selon le plan de phasage proposé dans le dossier de demande, le réaménagement étant réalisé de façon coordonnée avec l'extraction. Le réaménagement de la phase N est réalisé pendant l'exploitation de la phase N + 1.
<b>Constats :</b> La remise en état pour la deuxième phase d'exploitation (2009-2014) au Nord de l'atelier n'est pas achevée. L'exploitation générant peu de stériles, l'exploitant a privilégié pour des raisons de sécurité poursuivre le remblayage du front Nord-Est.
<b>Observations :</b> Si la remise en état coordonnée pour la phase 2 ne peut être pour des raisons techniques achevée, l'exploitant adressera au préfet un "porter à connaissance" demandant la modification de l'article précité.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 6 mois

### N° 2 : Conduite de l'exploitation

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 07/04/2004, article 13.4.3
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Extraction
<b>Prescription contrôlée :</b> Les bords supérieurs de l'exploitation, y compris les travaux de décapage, sont constamment maintenus à une distance minimale de 10 mètres des limites du périmètre de la zone autorisée. Cette distance est augmentée d'une distance de sécurité garantissant, suivant la nature des terrains rencontrés durant les phases d'exploitation et la phase réaménagée, le respect de la distance de 10 mètres minimale citée ci-dessus.
<b>Constats :</b> Le front d'environ 3 mètres de hauteur en limite Nord-Est du site, est situé sur un linéaire approximatif d'une dizaine de mètres, à 2 mètres de la clôture. Ce front non conforme existait déjà au dossier d'instruction de 2002, et les plans d'exploitation annexés à l'AP précité, ne font pas état d'un remblayage de ce front à effectuer avant la fin d'exploitation.
<b>Observations :</b> L'article précité restant applicable, ce front doit faire l'objet d'un remblayage. L'exploitation génère peu de stériles, toutefois l'exploitant déplacera déjà tous les stériles présents sur le site vers le front Nord-Est, de manière à créer un talus dont le pied sera situé à 10 mètres de la clôture.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 6 mois

### N° 3 : Conduite de l'exploitation

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 07/04/2004, article 13.4.4
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Entretien- Nettoyage
<b>Prescription contrôlée :</b> Pendant toute la durée des travaux, l'entretien et le nettoyage du site et de ses abords sont régulièrement effectués.
<b>Constats :</b> A l'entrée de la carrière, l'inspection a constaté un amoncellement de ferrailles corrodées, de matériels hors d'usage et autres déchets.
<b>Observations :</b> L'exploitant procédera au tri et à l'évacuation des ferrailles et autres déchets vers des filières dûment autorisées.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

### N° 4 : Registres et plans

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 07/04/2004, article 21
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Plan d'exploitation
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant établit et met à jour, au moins une fois par an, un plan d'échelle adaptée à la superficie de la carrière, sur lequel figurent: - les limites de la présente autorisation ainsi qu'une bande de 50 mètres au-delà de celles-ci, - les bords des fouilles et les dates des relevés correspondants successifs, - les courbes de niveau ou cotes d'altitude des points significatifs : - les zones remises en état avec une symbolisation spécifique pour chaque type de terrain réaménagé et les pentes des talutages définitifs exécutés, - la position des ouvrages à préserver tels qu'ils figurent à l'article 20 ci-dessus. - l'emplacement des bornes déterminant le périmètre d'autorisation, le piquetage déterminant le périmètre d'extraction et le[s] borne[s] de nivellement; - les pistes et voies de circulation; - les zones de mise à stock des produits finis, des stériles, des terres de découverte, - les installations fixes de toute nature : traitement des matériaux, ateliers, dépôts de liquides inflammables, bascules, locaux,"
<b>Constats :</b> Le plan présenté n'est pas à jour.
<b>Observations :</b> L'exploitant produira un plan conforme à l'article précité.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

**N° 5 : Prévention des pollutions ou nuisances**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 07/04/2005, article 22
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, La prévention des pollutions
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conduite de l'exploitation pour limiter les risques de pollution des eaux, de l'air ou des sols[...]
<b>Constats :</b> A l'intérieur de l'atelier, dans l'attente d'un enlèvement par une filière autorisée, un stockage de liquide composé de plusieurs futs métalliques susceptibles de créer une pollution est présent. Ce stockage n'est pas installé sur bac de rétention.
<b>Observations :</b> L'exploitant veillera à entreposer les produits susceptibles de créer une pollution sur bac de rétention adapté.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

**N° 6 : Prévention des pollutions ou nuisances**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 07/04/2004, article 23.1.1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, La prévention des pollutions
<b>Prescription contrôlée :</b> L'entretien courant des véhicules ne sera pas effectué sur la carrière [...]. L'exploitant apportera une attention particulière lors du ravitaillement en carburants des engins de chantier. Un stockage de produits absorbants est conservé en quantité suffisante sur le site pour permettre la récupération des hydrocarbures en cas de fuite accidentelle.
<b>Constats :</b> Le site ne compte pas de stockage de produits absorbants.
<b>Observations :</b> L'exploitant mettra en place sur site un stockage de produits absorbants.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

**N° 7 : Prévention des pollutions ou nuisances**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 07/04/2004, article 23.3
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Rejets d'eau dans le milieu naturel
<b>Prescription contrôlée :</b> 23.3.1. Eau de procédé Les eaux utilisées pour la lubrification des machines de l'atelier sont en circuit fermé. 23.3.2. Eaux de ruissellement Les eaux de ruissellement seront maintenues sur la carrière avant infiltration sur site. Aucun rejet des eaux vers le milieu naturel n'est permis en fonctionnement normal de la carrière.

<b>Constats :</b> L'eau nécessaire au fonctionnement des "scies à pierres" est puisée dans 3 bacs communiquant d'un volume total de 40m3 (récupération des eaux de pluies). Ceux-ci sont installés à l'extérieur de l'atelier, l'ensemble fonctionne en circuit fermé.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

#### N° 8 : Conception et aménagement de l'installation

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 07/04/2004, article 24.8.3
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Matériel de lutte contre l'incendie
<b>Prescription contrôlée :</b> L'établissement doit disposer de moyens internes de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défendre et au moins: > d'extincteurs à eau pulvérisée (ou équivalent) permettant d'assurer une capacité égale ou supérieure à celle d'un appareil 21 A pour 200 m2 de superficie à protéger (minimum de deux appareils par atelier, ...), > d'extincteurs à anhydride carbonique (ou équivalent) près des tableaux et machines électriques, > d'extincteurs à poudre (ou équivalent), type 55 B près des installations de liquides et gaz inflammables. Les extincteurs sont placés en des endroits signalés et rapidement accessibles en toutes circonstances[...]
<b>Constats :</b> Un extincteur 6kg poudre ABC est positionné à l'entrée de l'atelier. La signalétique de présence est absente. L'extincteur n'a pas fait l'objet du contrôle périodique.
<b>Observations :</b> L'exploitant placera une pancarte visible afin de signaler la localisation de l'extincteur, et transmettra auprès de l'inspection des installations classées, les justificatifs de la pose de la signalétique et du contrôle périodique de l'extincteur par un organisme agréé.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

#### N° 9 : Situation administrative

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 07/04/2004, article 26.1
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, garanties financières
<b>Prescription contrôlée :</b> Compte tenu de la date d'échéance des garanties financières, telle qu'elle figure au document transmis en début d'exploitation en application de l'article 31 ci-dessous, ou de la date d'échéance de tout document postérieur renouvelant ces garanties, et au moins 6 mois avant cette date, l'exploitant adresse à la Préfète un nouveau document, conforme à l'arrêté interministériel du 1 <sup>er</sup> février 1996 susvisé, attestant du renouvellement et de l'actualisation éventuelle de ces garanties pour une nouvelle période.
<b>Constats :</b> L'acte de cautionnement relatif aux garanties financières pour l'exploitation, émis le 21/12/2017 par la Caisse Régionale de crédit Agricole Mutuel Nord Midi-Pyrénées est échu depuis le 18/12/2022.

<b>Observations :</b> Le montant des garanties financières ayant pour objectif de garantir la remise en état des terrains exploités, l'exploitant doit produire un nouvel acte de cautionnement se rapportant à son exploitation. Le défaut de réception de ce justificatif expose à des sanctions administratives.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois